

# PROLOGUE

*Ce rapport de Contrôle Citoyen est le produit de coalitions citoyennes de plus de 40 pays. Chaque rapport pays est le fruit de nombreuses semaines de recherche, de consultations et de débat. Les auteurs viennent d'horizons divers. Certains sont engagés dans la défense des droits humains, d'autres organisent les pauvres au niveau communautaire. Certains travaillent pour des syndicats représentant des milliers de travailleurs, et d'autre se concentrent sur les questions de genre.*

*Toutes les personnes qui ont contribué à Contrôle Citoyen sont tenues de mener des investigations sur les faits et sur les dernières tendances dans des pays où les statistiques vitales font souvent défaut, sont cachées ou déformées, pour refléter les points de vue officiels. Elles doivent ensuite résumer en quelques pages les conclusions de longues discussions, en se posant des questions telles que: Quel est notre principal message? Ce détail ou cet autre fournit-il des preuves convaincantes ou est-il simplement anecdotique?*

*La richesse de l'information et les discussions fructueuses derrière chaque rapport pays pourraient remplir des livres entiers, et en fait, nombre des coalitions nationales de Contrôle Citoyen commencent à publier de tels ouvrages, de sorte que ces ressources importantes ne sont pas perdues. Mais notre travail ne s'arrête pas à la publication des rapports. Les résultats doivent être largement diffusés afin qu'ils aient un impact et qu'ils déterminent de manière effective les politiques qui redresseront les injustices.*

*Les dirigeants du monde se sont attachés, en 1995,<sup>1</sup> à l'objectif d'éradication de la pauvreté dans le monde. Tous les ans depuis lors, Contrôle Citoyen demande aux gouvernements ce qu'ils ont fait pour mettre en œuvre cet engagement... et tous les ans, nous rendons compte de ce qui a été réalisé et de ce qui ne l'a pas été.*

*Rendre compte au niveau international de ce qui se passe au niveau national améliore la transparence et l'obligation redditionnelle. Fournir des indicateurs numériques est une tentative grossière visant à saisir des réalités complexes de manière simplifiée. Toutefois, comme le montrent les Jeux Olympiques et les concours de beauté, les comparaisons internationales sont une source de motivation puissante.*

*Contrôle Citoyen suit en détail les indicateurs pour chacun des engagements internationaux clés, afin de pouvoir identifier les domaines où il faut davantage d'efforts et les politiques qui doivent être réorientées. Ces engagements sont résumés dans 3 tableaux. L'un montre la situation actuelle dans des domaines clés de développement social. Le second montre les progrès et reconnaît le mérite des pays (peu nombreux) où il y a une amélioration conséquente, en dépit des conditions défavorables, dans des domaines tels que la santé, l'éducation ou l'équité de genre. Un troisième, introduit en tant que tableau distinct pour la première fois dans ce rapport, met en évidence les domaines où des décisions politiques font une différence et expriment la volonté de prendre au sérieux la mise en œuvre des engagements.*

*Les engagements ont été réaffirmés et ont évolué. En 2000, la plus grande rencontre de chefs d'Etat et de gouvernements jamais tenue avait promis unanimement: «Nous ne ménagerons aucun effort pour délivrer nos semblables – hommes, femmes et enfants – de la misère, phénomène abject et déshumanisant».<sup>2</sup> Et la pauvreté était tout autant au centre des discussions de la réunion des dirigeants d'entreprises et de gouvernements lors du Forum économique mondial de New York, en février 2002, de même qu'au Forum social mondial alternatif des organisations de la société civile à Porto Alegre.*

*Aucune autre cause ni aucune autre campagne n'a jamais joui d'un appui moral aussi fort... avec si peu de résultats effectifs.*

*L'éradication de la pauvreté n'est pas une tâche aisée. Comme le montrent les chiffres et les cartes de ce rapport, plus de la moitié de l'humanité vit dans la pauvreté. Une majorité disproportionnée de pauvres sont des femmes et des enfants. Le combat qui nous attend semble écrasant.*

*Cependant, les ressources nécessaires pour éradiquer la pauvreté sont abondantes. Nourrir et éduquer de manière adéquate tous les enfants et assurer des services de santé à toutes les mères ne nécessiterait qu'une infime partie des fortunes personnelles d'un petit nombre des hommes les plus riches (il y a peu de femmes sur cette liste) de la planète. Et, bien sûr, une grande partie de cette richesse se trouve à l'endroit même où vivent nombre des plus pauvres d'entre les pauvres.*

<sup>1</sup> Cet engagement a été souscrit lors du Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague, au Danemark, Sommet auquel assistaient 115 chefs d'Etat et de gouvernement, participation record qui n'a été dépassée que par le Sommet du Millénaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies, en 2000.

<sup>2</sup> Paragraphe 11 de la Déclaration du Millénaire de l'ONU.



*On nous a dit à maintes reprises que la «mondialisation» était la clé pour résoudre ce problème. Si seulement toutes les restrictions au commerce international et au flux de capitaux étaient levées, des richesses plus grandes pourraient être créées et leur circulation se ferait comme l'eau dans des vases communicants, rehaussant tout le monde au niveau de ceux qui ont eu la chance (ou l'intelligence) de commencer plus tôt.*

*Ce n'est pas ce qui se passe dans la réalité. La richesse et le pouvoir sont plus concentrées actuellement que jamais auparavant. Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, a conclu: «[N]ous ne voyons pas la 'main invisible' d'Adam Smith, parce qu'elle n'existe pas.»<sup>3</sup> Pour que le marché opère en tant que mécanisme de distribution efficient, tous les participants devraient y concourir avec les mêmes informations, ce qui ne se produit jamais dans la pratique.*

*Les chefs d'Etat, lors Sommet social de 1995, ont tiré la même conclusion: «Nous savons que la pauvreté, l'absence d'emplois productifs et la désintégration sociale sont autant d'atteintes à la dignité humaine. Nous savons aussi qu'elles aggravent mutuellement leurs effets, constituent un gaspillage de ressources humaines et trahissent un mauvais fonctionnement des marchés ainsi que des institutions et processus économiques et sociaux.»<sup>4</sup> En conséquence, «les politiques publiques sont nécessaires pour corriger les insuffisances des marchés, compléter les mécanismes des marchés, préserver la stabilité sociale et créer un environnement économique national et international qui favorise la croissance durable à l'échelle globale.»<sup>5</sup>*

*Chacun des rapports pays dans cet ouvrage prend en compte les politiques publiques nécessaires au niveau national pour combattre la pauvreté. Au niveau international, la liste est bien connue: la résolution du problème de la dette, l'accès aux marchés internationaux pour les produits des pays en développement, des contrôles sur les flux perturbateurs de capitaux spéculatifs, et en dernier mais pas des moindres, davantage d'aide au développement, de meilleure qualité qui arrive effectivement aux pauvres.*

*Nous devons mettre un terme au système des deux poids deux mesures, et à l'hypocrisie d'un système international qui fait circuler librement les capitaux à travers le monde, mais n'accorde pas le même droit aux travailleurs, qui exige des pays pauvres l'ouverture de leurs marchés mais n'exige pas la même chose des pays riches, qui contraint les pays en développement à se serrer la ceinture en période de récession, mais permet aux gouvernements riches d'intervenir en temps de crise.*

*Le système des deux poids deux mesures engendre le cynisme, l'apathie, la corruption et la détérioration de la vie démocratique et du tissu social même qui assure la cohésion des communautés. Les deux poids deux mesures incitent également les populations à élever la voix, à s'organiser, à exiger la transparence et à plaider en faveur du changement. C'est là que réside notre espoir. Après tout, les présidents, les premiers ministres et les rois qui étaient réunis à Copenhague, ceux qui ont le pouvoir d'introduire des réformes, ont écrit: «Nous ne pourrions conserver la confiance des populations du monde que si nous nous efforçons de répondre d'urgence à leurs besoins.»<sup>6</sup>*

*Roberto Bissio  
Montevideo, mars 2002*

<sup>3</sup> Tiré des notes prises par l'auteur lors de la conférence de Stiglitz à la Banque centrale de Montevideo, novembre 2001.

<sup>4</sup> Paragraphe 23 de la Déclaration de Copenhague.

<sup>5</sup> Paragraphe 6 du Programme d'action de Copenhague.

<sup>6</sup> Paragraphe 23 de la Déclaration de Copenhague.